



Madame Annie Genevard
Ministre de l'Agriculture et de la
Souveraineté Alimentaire
Hôtel de Villeroy
78, rue de Varenne
75349 PARIS SP 07

Paris, 25 avril 2025

LETTRE OUVERTE

Madame la Ministre,

La diffusion d'une nouvelle vidéo, mettant en cause l'abattoir de Charlieu (Loire) pour d'importantes non-conformités dans le process d'abattage des animaux, suscite l'incompréhension et la légitime colère de nos concitoyens et de nos organisations.

Une nouvelle fois, les services de la Préfecture déclarent mener les investigations nécessaires. Une nouvelle fois, les autorités judiciaires ouvrent une enquête préliminaire pour maltraitances animales et sévices sur animaux. Une nouvelle fois, le ministère de l'Agriculture mandatera ses services spécialisés (Force d'inspection nationale des abattoirs (FINA), Référents nationaux en abattoirs (RNA), Brigade nationale d'enquête vétérinaire).

Une nouvelle fois... jusqu'à la prochaine vidéo ?

Ce scénario se répète invariablement depuis plusieurs années et les animaux subissent d'insupportables souffrances en raison de mauvaises pratiques qui perdurent dans les abattoirs français.

Nos organisations, membres du Comité national d'éthique des abattoirs depuis sa création, n'ont cessé de solliciter les services de la Direction Générale de l'Alimentation (DGAl) afin que des inspections « protection animale » renforcées soient menées dans l'ensemble des établissements d'abattage français.

Une telle inspection nationale avait d'ailleurs été ordonnée par l'un de vos prédécesseurs en 2016 et avait conclu que 80 % des abattoirs révélaient des non-conformités dans le traitement des animaux.

Il nous paraît indispensable, Madame la ministre, de renouveler une inspection généralisée « protection animale » des abattoirs, afin d'identifier les causes des non-conformités, de mettre en place les actions correctives et de prendre les sanctions qui s'imposent.

.../...

Cette démarche permettra également de redonner confiance aux consommateurs et aux éleveurs, régulièrement choqués par ces révélations de mauvais traitements en abattoirs. A l'heure de la Souveraineté alimentaire et de la nécessaire défense de nos filières, tout doit être mis en œuvre pour que le label « viandes de France » ne puisse être assimilé à un label de souffrances.

Vous remerciant de votre bienveillante attention et des actions fortes que vous ne manquerez pas d'initier, nous vous prions d'agréer, Madame la ministre, l'expression de notre haute considération.



Manuel Mersch
Président
O.A.B.A.



Yvan Savy
Directeur
CIWF France



Brigitte Bardot
Présidente



Réha Hutin
Présidente
Fondation 30 millions d'amis



Ghislain Zuccolo
Directeur Général
Welfarm